

Trois questions... au Directeur du département Conseil chez Ernst & Young Gabon ...**Christophe Herbaut** : "Notre offre de services permet aux entreprises de bénéficier de l'expertise métier et sectorielle de notre réseau"

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'union. Le cabinet Ernst & Young Gabon a organisé, le 31 mars 2016, au méridien Ré-Ndama, un petit déjeuner sur l'amélioration du besoin en fonds de roulement, la maîtrise des coûts et la performance industrielle. Quel était l'objectif de cet échange ?

Christophe HERBAUT. Nous avons eu le plaisir d'accueillir nos partenaires pour leur présenter un thème d'actualité et échanger, avec la participation de nos collègues des bureaux de Paris et Kinshasa, sur des problématiques auxquelles ils sont confrontés. Notre cabinet fait partie d'un réseau international présent dans plus de 151 pays, et disposant de plus de 212 000 collaborateurs dans le monde. Notre but premier est donc de comprendre leurs principales préoccupations, pour être en mesure d'être une force de propositions et de les accompagner. En dehors de nos activités d'audit, juridique et d'expertise-comptable, nous



Photo : MZM

Les participants au déjeuner du 31 mars dernier...

avons renforcé nos équipes locales et dédions désormais des ressources à une ligne de service en conseil, en management et systèmes d'informations.

Pouvez-vous nous expliquer brièvement cette offre de services ?

Pour viser l'excellence opérationnelle et la croissance, les entreprises installées au Gabon se doivent de réviser leur stratégie, au vu de l'environnement qui évolue rapidement, mettre en place des processus et des organisations efficaces. Elles



Photo : MZM

... animé par le directeur du département Conseil chez EY Gabon, Christophe Herbaut.

doivent aussi s'appuyer sur les nouvelles technologies pour proposer des services innovants, tout en limitant les risques et en recrutant un personnel compétent. Cette offre de services en conseil en management des organisations et système permet aux entreprises exerçant au Gabon de bénéficier de l'expertise métier et sectorielle de notre réseau, ainsi que de nos équipes pluridisciplinaires. L'offre EY s'appuie sur 3 piliers, à savoir : la maîtrise des risques et l'optimisation des processus, la stratégie et le management des

organisations, et le conseil en systèmes d'information. Nous pouvons accompagner nos clients dans la sécurisation de leurs processus, l'amélioration de la performance de leur organisation et l'optimisation de leurs outils informatiques.

Comment cette initiative s'inscrit-elle dans le contexte actuel et quelles sont vos ambitions ?

Les opérateurs gabonais doivent saisir l'opportunité du contexte économique actuel pour repenser leur organisation, leurs processus internes et leur offre de services, afin d'être plus performants. Le

département Conseil d'EY Gabon compte aujourd'hui près d'une dizaine de collaborateurs pour proposer des services à nos clients sur toute leur chaîne de valeur. Nous prévoyons de continuer à renforcer notre équipe, pour accompagner la transformation de l'économie gabonaise. Nous renouvelerons, bien sûr, ce type d'événement, car nous avons déjà identifié plusieurs sujets sur lesquels nous souhaitons échanger avec nos partenaires.

Cour des comptes du Gabon

En quête de plus d'efficacité

MZM
Libreville/Gabon

SUR instructions du premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia, le responsable du Service d'études de formation et des relations extérieures (SEFRE), Alex Euv Moutsiangou, a animé, jeudi dernier, à Libreville, le point de presse pour faire le point des activités internationales auxquelles a pris part le président de ladite Cour, durant le premier trimestre 2016. Il s'agit des travaux du colloque international et de l'atelier de formation sur les innovations introduites par les directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en zone Cemac, qui se sont tenus au Cameroun en mars et février 2016.

Le conseiller-maître Alex Euv Moutsiangou a abordé les axes majeurs évoqués lors du colloque international. Particulièrement le renforcement de l'efficacité des Institutions supérieures de contrôle (ISC) public de l'Afrique francophone et subsaharienne (Créfiap).

« Il s'est agi, concrètement, de ressortir la pertinence dont doivent faire preuve les ISC en ce qui concerne la communication de leurs produits, à travers les supports existants auprès des

parties prenantes. Notamment les parties institutionnelles et les parties non institutionnelles », a-t-il indiqué.

En effet, selon M. Moutsiangou, la Cour des comptes, qui a pour ambition de garantir la transparence et la bonne gestion des finances publiques, ne peut mener cette mission seule. Elle doit nouer des partenariats. D'où l'importance d'impliquer les parties prenantes.

« L'engagement qui a été pris par tout le monde, c'est de dire que nous travaillons principalement avec les partenaires prévus par nos lois. Notamment les institutions énumérées dans la loi fondamentale », a-t-il précisé, tout en rappelant un certain nombre de travaux entrepris par le Gabon.

« La Cour des comptes du Gabon, sous la conduite de son président Gilbert Ngoulakia, s'est lancée dans une vaste réforme, à travers la mise en œuvre de son plan stratégique 2013-2018, dont les premiers résultats sont déjà visibles. Il s'agit de la diversification des domaines et de la problématique de contrôle publication des rapports d'audit, du lancement, dès lundi prochain, de son site web, afin de permettre d'améliorer notre communication et notre visibilité », a déclaré M. Moutsiangou. S'agissant de l'atelier de formation sur les innovations introduites par les directives du cadre harmonisé de gestion des

finances publiques en zone Cemac, il avait pour ambition de présenter aux parlementaires des pays membres de la Cemac, les nouveaux métiers induits par les directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques.

« Ce sont là, des nouveaux métiers, des nouvelles compétences, un nouveau mandat qui nécessite un renforcement des capacités des auditeurs externes et une grande coopération entre la Cour des comptes et le Parlement dans chaque



Photo : MZM

Le responsable du Service d'études de formation et des relations extérieures (SEFRE), Alex Euv Moutsiangou, lors du point de presse.

pays membre. En ce qui concerne notre pays, la composition des directives du cadre harmonisé de gestion

des finances publiques dans le dispositif juridique est très avancée. Aussi, la Cour des comptes doit-elle opérer

une mutation dans son fonctionnement et dans ses méthodes de travail », a indiqué le responsable du SEFRE.

NOUVEAU

VITARA

TENDANCE, COMME VOUS !

à partir de 14 500 000 Fcfa TTC*
ou 400 000 Fcfa TTC/mois**

Offre valable du 14 Mars au 1^{er} Mai 2016 sur le nouveau Suzuki Vitara dans la limite des stocks disponibles.
*Taux en vigueur. ** Possibilité de financement via ALIOS FINANCE GABON. Loyers TTC Hors assurance / Hors frais de dossier - Taux d'intérêts 14% fixés sur 48 mois. Garantie 2 ans ou 90 000 kilomètres.

CFMO MOTORS GABON
Tél: (+241) 05 18 25 85/87
B.P: 2181 Libreville Z.I. Oloumi
E-mail: cfoomotorsgabon@cfo.com
Site Web : www.suzuki.cfoomotors-gabon.com

CFMO MOTORS Port Gentil :
Mobile : (+241) 05 61 01 32
Tél: +241 01 55 21 41/47
B.P: 344 Port-Gentil

ALIOS
Flâble, tout simplement

Photo non contractuelle - Offre soumise à conditions